

« UNIOS, HERMANOS PROLETARIOS⁽¹⁾ »

LES événements se précipitent en Espagne. Après les manifestations des étudiants de Madrid, le mouvement de protestation contre le SEU et pour les libertés démocratiques s'est étendu à l'ensemble des universités espagnoles. Les 22 et 23 mars, une nouvelle « Assemblée libre », semi-clandestine celle-là, s'est tenue à Barcelone, en présence de délégués des Universités de Barcelone, Madrid, Oviedo, Salamanca, Valence et Bilbao. D'après « Le Monde » du 25 mars, ils auraient approuvé un avant-projet de résolution qui sera soumis à l'ensemble du mouvement universitaire.

Cet avant-projet 1) explique les motifs pour lesquels ils ont dû se réunir dans la « clandestinité » et divulguer les raisons du mouvement universitaire dans un écrit adressé à tout le pays.

2) Décide l'organisation d'un syndicat organisé par sections professionnelles, indépendant du pouvoir académique et politique, représentatif et démocratique. L'affiliation au syndicat serait libre, bien que les délégués conseillent, en raison des circonstances actuelles, une adhésion obligatoire pendant un certain temps. Enfin, et ceci est important, les délégués ont décidé de couper court à tout dialogue avec le gouvernement franquiste, étant donné que les promesses faites par Herrero Tejedor, secrétaire général adjoint de la Phalange, lors de la réunion à Villacastin, n'ont pas été tenues.

Par ailleurs, l'opposition bourgeoise, favorable à une évolution du franquisme vers un « bonapartisme éclairé » multiple, depuis les manifestations étudiantes, ses initiatives. Parmi celles-ci il faut citer la lettre adressée à Fraga Iribarne, Ministre de l'Information, signée par 1.661 personnes en tête desquelles figurent, bien entendu, les leaders de la Démocratie Chrétienne tels Manuel Jimenez Fernandez, José Maria Lopez Aranguren, Lalo Entralgo, Aguilar Navarro, José Maria Valverde, ainsi que leur complice et allié le « socialiste » Tierno Galvan. Dans cet écrit,

les signataires, afin « d'éviter le pire » (sans doute le pire, pour ces braves bourgeois, serait une nouvelle vague de grèves et manifestations prenant un caractère de plus en plus radical et même révolutionnaire) proposent une série de mesures « libéralisatrices » : « Des signes d'alarme et des avertissements sérieux nous obligent — à proposer diverses mesures élémentaires et urgentes :

1) Liberté d'association et en particulier liberté syndicale ;

2) Droit de grève ;

3) Liberté d'information et d'expression ;

4) Amnistie pour tous ceux qui ont été l'objet de représailles pour avoir voulu lutter en faveur de ces droits et de ces libertés.

Le professeur Tierno Galvan, leader du « socialisme modéré » de l'intérieur, pour sa part, dans un long interview accordé au correspondant de l'AFP à Madrid, va dans le même sens que la déclaration ci-dessus (dont il est un des signataires), parlant même de situation pré-révolutionnaire dans le pays. Cette phrase s'éclaire, néanmoins, lorsque notre cher professeur explique la situation présente par le mécontentement des... classes moyennes ! Il s'agirait donc de la révolution des classes moyennes ? Ou ne serait-ce plutôt que Tierno Galvan se veut le représentant politique de ces classes dans les projets d'évolution du régime franquiste vers des formes politiques « bonapartistes » et la domination des monopoles espagnols liés aux trusts internationaux ?

Pour ne pas être en reste « Arriba », organe de la Phalange, réclame dans son numéro du mardi 23 mars : « la légalisation de l'opposition ». Il convient, note l'éditorial, de faire une petite place à l'opposition, propre à toute démocratie. L'ordre politique ne peut qu'y gagner.

Que se passe-t-il donc en Espagne ? Comme nous l'avons déjà noté dans ce journal, on ne peut expliquer les remous actuels et leur orientation future, dans un sens ou un

autre, sans tenir compte de deux faits essentiels : 1) la montée en flèche des luttes ouvrières dont le contenu et l'ampleur va se précisant et dont tout le monde est bien obligé de tenir compte ;

2) l'évolution du capitalisme espagnol et sa nécessité de s'adapter et de s'intégrer aux courants « néo-capitalistes » internationaux et notamment européens, qui exige certains changements dans les structures politiques du franquisme, structures qui sont devenues un frein au développement du capitalisme.

Mais la bourgeoisie espagnole est loin d'être unie sur les mesures à prendre. En fait on distingue de plus en plus nettement deux camps opposés (jusqu'à un certain point bien sûr), les « conservateurs », partisans du *statu quo* et même dans certains cas d'un renforcement de la dictature pour étouffer les manifestations de mécontentement, et les « libéraux » partisans de l'évolution — en fait, partisans du néo-capitalisme. Parmi ces derniers, la Démocratie Chrétienne semble bien constituer la force principale, ce qui s'explique en tenant compte du rôle de l'Eglise en Espagne.

Mais le mouvement ouvrier croît de plus en plus son action et un événement fort significatif vient de se produire qui doit faire trembler d'inquiétude la bourgeoisie espagnole, qu'elle soit « libérale » ou « conservatrice ». Nous faisons allusion à la manifestation qui a eu lieu le 12 mars à Mieres, petite ville du bassin minier des Asturies. Cette manifestation à laquelle participèrent quelque 8.000 mineurs venus de différents points de la région et qui débuta comme une manifestation revendicative se transforma très vite en manifestation de caractère nettement politique et presque pré-insurrectionnel. En effet, la police ayant arrêté quinze manifestants, mille d'entre eux donnèrent l'assaut au poste de police où leurs camarades étaient détenus, la sacquant de fond en comble et cassant au passage la figure à une trentaine de flics.

La police dut appeler d'urgence des renforts à la capitale, Oviedo, pour dissoudre, longtemps après, la manifestation. Il faut noter aussi, que les manifestants criaient « U.H.P. ! » (1), « Vive le communisme ! » et « Liberté ! ».

Ainsi, après 25 ans de dictature le vieux slogan de l'insurrection de 1934 aux Asturies, le cri d'unité prolétarienne a de nouveau retenti dans le bassin minier, lors du premier assaut donné à un commissariat de police depuis la victoire franquiste ! L'importance d'une telle action, même isolée, n'échappera à personne. Il semble que parmi la vingtaine de mineurs détenus à l'arrivée des renforts de police, figurent bon nombre de militants du P.C. Mais il est bien évident, que ces militants — comme nombre d'autres — non seulement n'obéissaient pas aux consignes de la direction, mais encore agissaient pratiquement contre la ligne de « réconciliation nationale » de la direction opportuniste du P.C. espagnol.

Devant des faits de cette importance la division et les contradictions politiques au sein de la bourgeoisie espagnole ne peuvent que s'accroître. Les tenants de l'évolution, sont obligés de prendre de nouvelles initiatives pour essayer de canaliser le mouvement, de l'orienter dans le sens qui leur convient. Mais en prenant ces initiatives, le « fossé » encore assez peu profond, qui les sépare des « conservateurs », tend à s'approfondir...

De nouveaux événements de divers ordres vont se produire à coup sûr en Espagne. La classe ouvrière espagnole saura-t-elle s'organiser, déborder les vieux appareils sclérosés, profiter des contradictions de la bourgeoisie pour orienter le mouvement général de mécontentement dans le sens du socialisme ? C'est la question à l'ordre du jour.

P. ARNAULT.

(1) U.H.P. : Unios, Hermanos Proletarios ! Unité, Frères Proletariens !

LES LIVRES

Histoire du P.C.F. (1)

On attendait, non sans quelque curiosité, cette histoire du P.C.F. Il faut reconnaître que nous sommes servis !

On nous affirme que parmi les coauteurs de ce « manuel » (supervisé par Duclos et Billoux) se trouvent un certain nombre d'historiens. C'est possible mais ceux qui, comme nous, pensent que l'histoire suppose un minimum d'honnêteté intellectuelle, seront non seulement déçus mais indignés. Il convient de dénoncer vigoureusement cette triste entreprise de falsification. Mensonges, calomnies, omissions volontaires, voilà tout ce que nous trouvons dans ces 730 pages. Tout est truqué, même les dates, pourtant si faciles à vérifier.

On pourrait résumer cet ouvrage en quelques lignes : l'I.C. et le P.C.F. ne se sont jamais trompés ! Si quelques erreurs furent commises, elles sont imputables aux « contre-révolutionnaires » trotskystes ou au groupe Barbé-Célor. C'est simple et c'est de nature à rassurer le jeune militant communiste qui ignore l'histoire de son parti. Pourquoi, d'ailleurs, refuserait-il de croire que, du jour où Thorez eut saisi la barre d'une main ferme, toutes les positions défendues par le P.C.F. furent justes. Qu'importe, après cela, que sans explication et sans autocritique, on passe du mot d'ordre « classe contre classe » et du « social-fascisme » à la main tendue aux Volontaires nationaux ? Qu'importe

que la Commune de Canton (mais qui s'en souvient encore, n'est-ce pas, « historiens du P.C. ? ») ait été écrasée dans le sang ? Qu'importe les défaites du prolétariat allemand et du prolétariat espagnol dont l'I.C. portera, devant l'histoire, la responsabilité ?

Cet ouvrage ne comporte aucune bibliographie. Ne serait-il pas, en effet, dangereux qu'un jeune militant découvre, par exemple, l'existence des « Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale communiste », par les documents inédits, la principale source d'information étant constituée par les œuvres de Maurice Thorez ? Ainsi, une notice biographique dans laquelle on trouve, assez curieusement, le nom du général de Castelnau, mais pas ceux d'Humbert-Droz, de Loriot, de Rappoport ou de Souvarine.

Nous avons rendu compte, ici-même, de l'ouvrage de Fauvet. Bien sûr, celui-ci, qui n'est pas marxiste, ne pouvait écrire une histoire du P.C. qui donne satisfaction à des militants. Mais ce journaliste bourgeois est au moins honnête, et il est évident que son livre, malgré ses défauts, rendra plus de services que le manuel stalinien.

LES PREMIERES ANNEES DU P.C.

Le 2 août 1914, les chefs du Parti Socialiste et de la C.G.T., oubliant les résolutions de leur congrès, se joignent à la bourgeoisie française dans l'« Union

sacrée ». Le 4, Jouhaux, prenant la parole aux obsèques de Jaurès, encourage les ouvriers à aller combattre l'impérialisme allemand. Bientôt Guesde et Sembat seront ministres. Et que fait la classe ouvrière ? Elle suit. Que fait L'Humanité ? Elle rivalise avec L'Action française dont elle s'attirera, d'ailleurs, les félicitations.

Mais, après, la démission éclatante de Monatte, délégué de la Fédération du Rhône à la direction de la C.G.T. (première protestation publique, en novembre 1914, contre l'union sacrée que, bien entendu, le « Manuel » passe sous silence). Quelques militants syndicalistes se regroupent autour de la Voix ouvrière et entrent bientôt en contact avec Trotsky. Il y aura des délégués français à Zimmerwald. Il y aura trois députés français, Alexandre Blanc, Pierre Brizon et Raffin-Dugues à Kienthal. Qu'en dit le « manuel » ? Que leurs « positions sont opportunistes ». Mais pourquoi ne pas nous dire que ces trois députés refuseront, à leur tour, de voter les crédits de guerre que Cachin continue à voter en attendant d'aller porter à Mussolini l'argent du gouvernement français ?

Rien, bien sûr, sur le « Comité pour la reprise des relations internationales », animé par Loriot, Monatte, Dunois, Marie Mayoux, Rosmer.

Il était évidemment difficile dans le chapitre 2, qui va de 1917 à 1920, de ne pas citer le nom d'André Marty mais si une dizaine de lignes sont consacrées à la révolte de la mer Noire, on se garde bien de parler de la campagne, menée pendant plusieurs années, par le P.C., pour la libération de Marty.

On nous dit bien que le « Comité pour la reprise des relations internationales » se transforme en « Comité pour la III^e Internationale », mais sans citer les noms de Loriot et de Souvarine dont on « oubliera » également de nous dire qu'ils étaient emprisonnés lorsque se tint le Congrès de Tours.

Au lendemain du Congrès Socialiste de Strasbourg, Cachin et Frossard sont mandatés pour aller prendre contact, en Russie, avec les dirigeants bolcheviks. Et le « manuel » a cette phrase dont on appréciera l'humour : « Marcel Cachin avait déjà par-

ticipé à une délégation parlementaire en Russie au mois d'avril 1917 ». Pour être complet, il eût fallu ajouter que cette délégation avait été envoyée par le gouvernement français pour encourager Kerenski à poursuivre la guerre aux côtés des Alliés.

Tout le monde sait, tout de même, qu'au Congrès de Tours, partisans et adversaires de l'adhésion à la III^e Internationale se battirent surtout autour des 21 conditions. Or, non seulement le « manuel » n'en donne pas le texte mais il n'y fait même pas allusion. Pas plus, bien sûr, qu'il ne nous parle des difficultés — et des exclusions consécutives — que devait entraîner le contrôle du Parti sur la presse, de l'intervention des délégués du Comité exécutif, de l'éviction des francs-maçons (au fait, il serait intéressant de savoir combien de dirigeants du P.C. actuel appartiennent à la maçonnerie).

Le Comité directeur, élu à Tours, « comprend notamment... » Il en sera de même pour les Comités directeurs, les C.C. et les B.P. qui lui succéderont et dont on ne nous dit jamais exactement qui en était membre et qui ne l'était pas. Si on nous cite la phrase sur la « volaille à plumer » de Treint, on ne nous dit pas que celui-ci fut secrétaire du Parti. La bolchévisation est simplement escamotée.

Nous ne pouvons évidemment tout relever, mais avant de clore cette première partie, signalons que si « le manuel » nous parle de la lutte contre la guerre du Maroc, il oublie simplement de mentionner le télégramme de félicitations à Abd-el-Krim, signé par Doriot et Sémard. Comblons cette lacune :

« Groupe parlementaire, Comité directeur du Parti communiste et Comité national des Jeunes communistes saluent la brillante victoire du peuple marocain sur les impérialistes espagnols. Ils félicitent son vaillant chef Abd-el-Krim. Espèrent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol, il continuera, en liaison avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialistes, français compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain. »

Albert REMY.

(A suivre).

(1) Manuel officiel rédigé sous le contrôle du C.C. du P.C.F.